

Programme « Turquie 2050 »

Mission de terrain : retour d'Adiyaman

23 – 30 mai 2024

Dans le cadre du programme « Turquie 2050 », l'équipe Turquie/Moyen-Orient de l'Ifri a mené une mission de terrain en Turquie, dans les villes d'Istanbul et d'Adiyaman. Cette mission, qui s'inscrit dans le volet « politique intérieure » du programme, avait pour principal objectif de surveiller les évolutions politiques en Turquie, avant, pendant et après le scrutin local du 31 mars 2024. Il s'agissait notamment de déterminer si le nouvel avantage du Parti Républicain du Peuple (CHP, principal parti d'opposition) au niveau local constituait un réel tournant dans les équilibres politiques turcs, et signifiait l'ouverture d'une période de déclin pour le Parti de la Justice et du Développement (AKP, parti au pouvoir depuis 2002). Dans le même temps, il s'agissait de comprendre l'évolution des équilibres locaux en se concentrant sur les plus petits partis, notamment pro-kurdes (DEM, Parti de l'Égalité et de la Démocratie des Peuples) ou islamistes (YRP, Nouveau Parti de la Prospérité).

Pour ce faire, nous avons choisi de partager cette mission en deux étapes ; la première, à Istanbul, s'est particulièrement concentrée sur l'enjeu kurde et sur l'agenda du DEM ; la seconde, dans la ville d'Adiyaman, a été axée sur la récente alternance politique au sein de la municipalité, laquelle est passée de l'AKP au CHP, alors même que la ville vote massivement pour le premier parti depuis qu'il concourt aux élections (2002). Le choix d'Adiyaman comme terrain d'observation était aussi lié à sa géographie et à son histoire récente : une ville du Sud-Est anatolien, de peuplement mixte, et très fortement touchée par le tremblement de terre de février 2023.

Les discours de nos interlocuteurs (*voir liste en fin de document*) font effectivement une large place aux séquelles du tremblement de terre, évoquant à la fois la lente reconstruction de la ville et les dommages humains – physiques et psychologiques, incurables causés par le séisme. Ce constat prend place dans un récit descriptif de la ville présentée comme historiquement marginalisée, tant sur le plan économique que du fait de son exceptionnalisme culturel et religieux. En effet, alors même que la province est majoritairement peuplée de Kurdes, les dynamiques politiques qui la traversent sont assez différentes de celles des provinces voisines de l'Est : le poids politique du DEM y est minime, et l'attachement partisan semble assez faible.

Le tremblement de terre : un traumatisme qui transforme la ville

Cette mission de terrain a été marquée par la notion d'urgence dans les échanges avec nos interlocuteurs : le maire fraîchement élu d'Adiyaman, Abdurrahman Tutdere, ne peut à ce stade

exposer de plan à long terme pour sa ville tant la charge de travail immédiate, et le niveau d'endettement, sont importants. La ville, l'une des plus touchées par le séisme de février 2023, est dévastée à tous points de vue : le bâti a beaucoup souffert, de très nombreux immeubles se sont écroulés en plein centre-ville¹, des camps de container s'étendent à perte de vue à sa périphérie ; sur le plan humain, la ville a connu une forte perte démographique², et l'impact psychologique est énorme ; sur le plan économique, l'activité est ralentie et la population est frappée par le chômage.

Selon les chiffres de la mairie, au moins 100 000 personnes sont actuellement logées dans les trente-deux camps construits autour de la ville. Le responsable du camp K13, (faisant office de *muhtar*³), nous explique qu'il a été mis en activité il y a 5 mois, soit 6 mois après le séisme, pour accueillir 4 500 à 5 000 personnes sinistrées. Certains camps disposent de centres médicaux, d'écoles primaires et de services de transport vers les écoles secondaires, et sont intégrés aux lignes de *Dolmuş* locales ; la mise en place de services publics au sein même de ces camps est bel et bien ressentie comme un premier signe de pérennisation.

La reconstruction suit son cours en parallèle. Des logements « en dur » sont construits par la TOKI (Administration du développement du logement social) tout autour d'Adiyaman mais nombre d'entre eux ne sont pas encore terminés. Nos interlocuteurs expriment un certain niveau de confiance en l'État et en la TOKI pour la reconstruction, concernant notamment la solidité des nouvelles résidences. Mais une bonne partie des familles habitant dans les camps de containers devra attendre : les sinistrés anciennement propriétaires seront les premiers relogés, et nombreux sont donc ceux qui passeront plusieurs années dans les camps.

Le niveau de colère concernant la gestion de l'urgence post-séisme reste extrêmement fort. A la suite des secousses, les *Adiyamanlı* ont attendu 3 à 4 jours avant qu'une aide extérieure n'arrive, ce qui a causé d'énormes pertes en vie humaines notamment liées au froid. L'aéroport local a pu être utilisé comme plateforme de redirection de l'aide vers plusieurs autres villes, tandis qu'Adiyaman restait isolée ; Recep Tayyip Erdoğan lui-même avait dû s'excuser de la lenteur des secours. Les procès très complexes des constructeurs coupables de malfaçons sont toujours en cours et constituent désormais une bonne partie de l'activité judiciaire locale, où des vindictes personnelles se révèlent. La problématique de l'attribution des contrats de reconstruction est évoquée *mezzo voce*. L'omniprésence des débats autour de tous ces faits – et l'émotion intacte (plusieurs de nos interlocuteurs se mettent à pleurer au milieu des entretiens) nous rappellent que l'alternance politique à la municipalité en faveur du CHP est surtout un vote sanction à l'impuissance de l'État-AKP face au séisme.

¹ 65% des bâtiments sont détruits dans la ville selon le maire.

² Alors que l'État a déclaré 11 000 personnes décédées pour la ville, plusieurs de nos interlocuteurs parlent spontanément de 80 000 morts et disparus. Ce dernier chiffre est certainement exagéré mais l'incertitude persiste sur le nombre exact de victimes.

³ Equivalent du maire du quartier.

L'alternance politique à la mairie : tendance ou sanction ponctuelle ?

Le délai de réponse au moment du séisme est donc vraisemblablement le facteur principal expliquant la victoire d'Abdurrahman Tutdere, ancien député de la ville sous l'étiquette CHP, et personnalité unanimement décrite comme très appréciée, aux dernières élections municipales. Au premier regard, ce résultat semble confirmer l'érosion spectaculaire de l'électorat AKP constatée plus largement à l'échelle du pays. Adiyaman semblait destinée à rester un bastion de l'AKP. Le vote conservateur serait inscrit dans l'ADN politique de la province, créée par scission à partir de Malatya en 1954, un découpage électoral souhaité à l'époque par le *Demokrat Parti*, formation politique de droite. Dirigée dès les années 1990 par des prédécesseurs de l'AKP (le *Refah Partisi* en 1994 et le *Fazilet Partisi* en 1999), la ville d'Adiyaman est tombée en 2004 dans les mains de l'AKP et y était jusqu'à présent restée.

La victoire d'Abdurrahman Tutdere rompt ainsi avec trente ans de domination islamiste à la mairie. Difficile de cartographier clairement cependant un changement des affiliations partisans. Les *Adiyamanlı* auraient surtout exprimé leur ressentiment face à la gestion catastrophique des conséquences du séisme par le gouvernement central et les dirigeants locaux de l'AKP. La mobilisation autour de la reconstruction, qui domine l'agenda politique de la ville, paraît désormais largement transpartisane. Sur le court terme, la priorité du nouveau maire est de lever des fonds pour remédier à la perte de revenus subies par la mairie au lendemain du tremblement de terre (diminution de la taxe foncière) et financer des projets sociaux et infrastructurels. Pour l'avenir, le plan général qui nous est exposé par Abdurrahman Tutdere consiste à mettre fin à l'enclavement d'Adiyaman et à son retard de développement en construisant des partenariats économiques avec d'autres villes turques et européennes. Il a fait appel à un élu CHP d'Izmir, compagnon de route fréquenté au Parlement, pour l'aider à définir une feuille de route en ce sens.

Beaucoup insistent sur la personnalité consensuelle du maire et sa capacité à rassembler, par-delà les clivages politiques et les rancœurs personnelles. L'élite politique et économique de la ville pratique un entre-soi qui permet de brouiller les limites partisans. Le président du groupe AKP au conseil municipal, ancien membre du DYP (Parti de la Juste voie) reconverti en AKPiste assez tardivement, nous expose tous les détails de la bataille électorale des municipales, sans exprimer de claires intentions de changer de camp : avec de savants et précis calculs par quartiers, il explique les endroits exacts où l'AKP a perdu des voix à Adiyaman, tout en rappelant que les autres districts de la province restent entre les mains de son parti.

L'avenir politique du maire semble ainsi largement dépendant de sa capacité à proposer, sur les ruines du *deprem*, un projet d'ouverture et de modernisation qui fédère toutes les énergies. Or, au-delà de la reconstruction, les perspectives de développement économiques restent assez floues. Si la plupart de nos discussions ont porté sur le potentiel du secteur du tourisme, l'avenir agricole d'une région encore très rurale apparaît comme un dossier majeur, entre la problématique de l'accès à l'eau, l'énorme pollution post-séisme (déchets déversés dans le fleuve, poussières d'amiante...), ou la place non reconnue de la culture traditionnelle du tabac.

Cet électorat rural, agricole, tient pour beaucoup l'avenir politique de la ville – Tutdere s'est illustré au Parlement comme défenseur des producteurs de tabac.

Adiyaman, « Ville de la Paix et du Bonheur » ?

Le slogan de la ville d'Adiyaman est « *Huzur ve barış şehri* », « *la ville de la Paix et du Bonheur* » en français. Si aucune statistique ne peut réellement fixer le paysage ethno-culturel, il apparaît que la ville est majoritairement peuplée de Kurdes et comporte une très importante communauté alévie⁴, vivant aux côtés de la communauté sunnite – et se mélangeant avec elle. Le maire lui-même, s'il ne se présente pas directement comme tel, est très vite décrit par ses administrés comme kurde et alévi. Par ailleurs, la ville comptait, avant 1915, d'importantes communautés arménienne et syriaque dont les traces demeurent dans un entre-deux de non-dit ou d'à-peu-près légendaire⁵. L'unique église syriaque orthodoxe encore en activité pour 150 familles a été très endommagée par le tremblement de terre.

Les habitants actuels de la ville insistent sur la spécificité de leur modèle, intégrateur et pacifique, par opposition aux ségrégations brutales vécues dans les villes et provinces voisines. Selon nos interlocuteurs, le modèle de vivre-ensemble propre à Adiyaman est le fruit d'une assimilation réussie de toutes les communautés. En écho au dernier scrutin municipal, de nombreuses personnes nous indiquent que l'appartenance communautaire n'a pas d'impact direct sur l'appartenance partisane et le vote, à l'inverse d'autres espaces du sud-est de la Turquie. Le modèle d'Adiyaman serait donc un exceptionnalisme rompant avec son environnement régional, particulièrement avec les provinces à l'est de l'Euphrate⁶.



Source : Adiyaman Belediyesi, X, 11 oct. 2017 :

<https://x.com/AdiyamanBelTR/status/918146882802716673/photo/1>

⁴ Il y a deux *cem evi* dans la ville ainsi qu'un quartier à majorité alévie.

⁵ Aux dires de notre premier chauffeur, Adiyaman était au départ peuplée d'Arméniens, qui se sont « assimilés ».

⁶ Le Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat parle de l'Euphrate comme d'une « frontière » qui sépare les territoires de la Turquie de « culture anatolienne », à l'ouest de la rivière, et de « culture moyen-orientale », à son est.

Si certains de nos interlocuteurs affirment que l'absence de marques communautaires apparentes dans l'espace public est le produit de cette assimilation complète de toutes les communautés, mais aussi du respect infailible qu'elles ont les unes envers les autres, d'autres rappellent la différence de traitement à laquelle certains ont été confrontés lors du séisme : le matériel de première nécessité, dont des tentes, aurait été prioritairement distribué par l'AFAD (Direction de gestion des catastrophes et des situations d'urgences) sur une base ethno-confessionnelle, en l'occurrence aux personnes qui n'étaient pas kurdes-aléviennes ; les autorisations pour la reconstruction de l'église syriaque orthodoxe de la ville se font attendre, alors que les travaux sont déjà bien engagés en de nombreux autres endroits de la ville.

Le souci de la paix sociale est-il donc vraiment structurant, ou bien cette affirmation iréniste est-elle destinée à décourager la curiosité du voyageur ? Le touriste étranger tant souhaité sera pourtant lui aussi inévitablement amené à s'interroger sur les lacunes du récit historique et social qui nous est généralement présenté, sautant la plupart du temps allègrement de la Commagène hellénistique (qui disparaît au II^e siècle après J.-C. et dont la capitale, Samosate, a été engloutie par les eaux du lac du barrage Atatürk) à la création de la ville en 1954. Le contrôle social provincial et conservateur faisant son œuvre, les divergences d'opinions concernant le caractère unitaire de la ville n'apparaissent que très progressivement au fil des discussions et du croisement des points de vue. Rien de structuré ni de critique, car la mémoire de la ville est, comme dans d'autres endroits en Turquie, à la fois lacunaire et administrée.

La ville d'Adiyaman semble se confronter quotidiennement à son manque d'histoire, ce qui explique qu'elle peine à s'approprier et à valoriser son patrimoine. L'historiographie est effectivement faible : si les récits convergent vers la description d'Adiyaman comme un espace économiquement dynamique à l'époque ottomane, très peu de données ressortent pour la période suivant la création de la République (1923), le moment de la séparation avec Malatya (1954) et ses suites. La province abrite plusieurs sites antiques remarquables : le mont Nemrut, la nécropole de Perre (nécropole de la ville de Perre faisant partie du Royaume de Commagène au I^{er} siècle av. J.-C.) ou encore le pont Cendere (pont construit en l'honneur de l'empereur romain Septime Sévère au II^e siècle ap. J.-C.), ces deux derniers sites attirant beaucoup moins de visiteurs que le premier. Adiyaman souffre en outre sur le plan touristique de la concurrence d'autres villes du Sud-est anatolien qui ont su mieux valoriser la mosaïque de leur patrimoine physique (Gaziantep, Mardin) ou culinaire – la valorisation de la gastronomie locale étant une autre piste de développement très souvent évoquée par les acteurs de la ville.

Bien que la situation de la municipalité d'Adiyaman reste difficile compte-tenu des dégâts profonds causés par le tremblement de terre du 6 février 2023, les voies de développement et d'ouverture semblent progressivement se dessiner au lendemain du dernier scrutin municipal : « Il y a des espoirs qui sont nés sur les débris du tremblement

de terre »⁷. La feuille de route du nouveau maire devra à la fois préserver le consensus social et offrir des perspectives de croissance économique pour surmonter le traumatisme, ouvrant un nouveau chapitre dans l'histoire d'une ville récente qui peine à décliner son identité. Le désenclavement de la ville dépendra aussi de la capacité de socialisation du maire à l'extérieur de la ville – voire des frontières de la Turquie : un appel à la coopération avec des villes européennes est lancé. Son étiquette CHP est probablement un atout en ce sens.

⁷ Citation du maire CHP récemment élu à Adiyaman, Abdurrahman Tutdere

Annexe : liste de nos interlocuteurs ;

Lieu	Nom	Fonction
Istanbul	Cem Bico	Heinrich Böll Stiftung
	Firat Aydınkaya	Avocat de Abdullah Öcalan et de Selahattin Demirtaş
	Eren Keskin	Activiste pour les droits humains et vice-présidente de la İnsan Hakları Derneği (Association des Droits Humains)
	Nuray Karaoğlu	Présidente de l'association KADER, œuvrant pour la promotion des femmes en politique
	Kadri Gürsel	Journaliste
Adıyaman	Abdurrahman Tutdere Ceyhan Kayhan Mehmet Tırpan	Maire CHP d'Adıyaman, ancien député d'Adıyaman, son conseiller et son adjoint
	Ziya Duranay	Président de la Chambre des Métiers de l'Artisanat d'Adıyaman
	Mehmet Keleş	Recteur de l'université d'Adıyaman
	Nazif Kılıç	Responsable du camp de sinistrés K13
	Gani Bereket	Président de l'Assemblée de la Chambre du Commerce d'Adıyaman
	Ferit Binzet	Journaliste
	Mehmet Torunoğlu	Président de la Chambre de commerce d'Adıyaman
	Bilal Doğan	Président du Barreau d'Adıyaman et avocat
	Hasan Çalış	Président de l'association Alévie
	Huseyin Çoskun	Président du DEM à Adıyaman
	Selma Üner Cem Gerçek Hüseyin Er Irfan Ekinci	Représentants d'ONG
	<i>Représentants de corps de métiers : santé, éducation, forêt et agriculture.</i>	KESK Adıyaman, confédération de syndicats professionnels
	Ekrem Çadır	Président du groupe AKP au conseil municipal
	<i>Reconstructeurs de l'Église syriaque et personnes issues de la communauté syriaque orthodoxe.</i>	Église syriaque orthodoxe d'Adıyaman
Istanbul	Seren Korkmaz	Istanpol